

Unité Départementale Aube – Haute-Marne

TROYES, le 11 septembre 2025

Nos réf. : SAU/CL/MT n° 25-500

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ACCURIDE

5 avenue du Président René Coty - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC

Code AIOT : 0005701965

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31 juillet 2025 dans l'établissement ACCURIDE implanté 5 avenue du Président René Coty - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 20 mai 2025, la société ACCURIDE a porté à connaissances de l'inspection des installations classées une possible mise à disposition d'une surface de 5 600 m² dans les bâtiments 2 et 2B à une entreprise d'ingénierie et d'installation de matériaux réfractaires.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ACCURIDE
- 5 avenue du Président René Coty - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC
- Code AIOT : 0005701965
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Usine installée depuis 1957, l'activité du site ACCURIDE WHEELS consiste en la fabrication de roues en tôle, à destination notamment des constructeurs automobiles.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP du 02/07/2013	Sans suite

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le 20 mai 2025, la société ACCURIDE a porté à connaissances de l'inspection des installations classées une possible mise à disposition d'une surface de 5600 m² dans les bâtiments 2 et 2B à une entreprise d'ingénierie et d'installation de matériaux réfractaires.

La société ACCURIDE veille au respect et à la conformité de l'exploitation des bâtiments 2A et 2B conformément à la réglementation ICPE qui s'y applique. L'activité de la société locataire reste sous la responsabilité de l'exploitant ACCURIDE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP du 02/07/2013			
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE			
Prescription contrôlée : Article 1.2.1 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées			
N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Régime
2560-1	Travail mécanique des métaux et alliages, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieur à 500 kW	Puissance installée : 10 283 kW	A
[...]	[...]	[...]	[...]
1510-2	Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des entrepôts couverts d'un volume supérieur ou égal à 50 000 m ³	[...] Quantité de combustible stocké (palette bois, ...) Total : 1 047 T	D
[...]	[...]	[...]	[...]

Contexte :
Le 20 mai 2025, la société ACCURIDE a porté à connaissances de l'inspection des installations classées le courrier suivant :
"[...] nous envisageons de mettre à disposition une surface de 5600 m² dans nos bâtiments 2A et 2B ainsi que des surfaces de locaux sociaux. cette mise à disposition serait effective à compter de janvier 2026. Nous avons eu l'opportunité de visiter la société actuelle afin appréhender au mieux ses domaines d'activité : ingénierie et installation de matériaux réfractaires / ingénierie et installation de cheminées industrielles / entretien et réparation des installations mentionnées ci-dessus. Au vu de cette visite, la présence de cette société dans nos murs ne viendrait aucunement modifier notre classement ICPE. La mise à disposition de nos locaux sera cadrée par un plan de prévention et sera tenue aux mêmes exigences définies dans notre arrêté préfectoral du 2 juillet 2013. [...]"

Constats :
Madame Lancelot, en tant que responsable HSE (Hygiène, Sécurité, Environnement), présente un plan de localisation pour quatre zones identifiées afin d'accueillir les activités de la société locataire, ACCURIDE. Voici les détails des zones proposées :

- Lot 1 (3000 m²) :** Situé dans le bâtiment 2B, ce lot est destiné au stockage de matières premières telles que le ciment, le bois et les briques réfractaires.
- Lot 3 (2000 m²) :** Également situé dans le bâtiment 2B, ce lot est réservé aux activités d'atelier et de réparation, incluant le moulage et les travaux de mécanique.
- Lot 4 (600 m²) :** Toujours dans le bâtiment 2B, ce lot comprend une étuve fonctionnant au gaz de ville.
- Locaux (280 m²) :** Situés dans le bâtiment 2A, ces locaux sont dédiés aux activités de bureau.

Le jour de la visite d'inspection, les bâtiment 2A et 2B ne sont pas occupés.
La société ACCURIDE exerce des activités d'entreposage, de travail mécanique, de cuisson et de séchage. Ces activités sont autorisées et encadrées par des arrêtés réglementaires.
La société ACCURIDE veille au respect et à la conformité de l'exploitation des bâtiments 2A et 2B conformément à la réglementation ICPE qui s'y applique. L'activité de la société locataire reste sous la responsabilité de l'exploitant ACCURIDE, qui s'engage à mettre à jour l'ensemble de ses procédures de sécurité en y incluant la société locataire. Cette société est associée à tout exercice relatif à la maîtrise des risques accidentels ou de pollution.

Type de suites proposées : Sans suite